



**PREMIÈRE  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Service Communication*

Hôtel de Matignon, le 8 septembre 2023

**Discours de Mme Élisabeth BORNE, Première ministre**

**Discours aux préfets**

**Hôtel de Matignon**

**Vendredi 8 septembre 2023**

*Seul le prononcé fait foi*

Monsieur le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer,  
Mesdames et Messieurs les ministres,  
Mesdames et Messieurs les directeurs généraux et directeurs,  
Mesdames les préfètes, Messieurs les préfets,  
Mesdames et Messieurs,

Au terme de cette semaine de rentrée, je tenais à vous recevoir, ici, à Matignon, pour un moment de convivialité et d'échange, et avant cela, j'ai souhaité en profiter pour partager avec vous quelques messages, sans vous exposer à la canicule.

Le premier d'entre eux, c'est la reconnaissance.

Certains d'entre vous occupent leurs fonctions depuis un moment, d'autres sont en poste depuis quelques semaines, mais toutes et tous, vous avez choisi la préfectorale.

Vous avez choisi de servir, en première ligne, pour affronter les crises et pour accompagner les projets, pour veiller à la sécurité et assurer la mise en œuvre de nos politiques publiques, pour porter la parole de l'État et animer le dialogue avec tous les acteurs locaux.

Vous êtes le cœur battant de l'État dans les territoires. C'est un engagement total, essentiel. Je voulais le saluer et vous en remercier.

Ces derniers mois, je sais, ont été particulièrement exigeants. Après les tensions liées à la réforme des retraites, la France a été traversée en juillet par un épisode de violences inacceptables.

Des élus ont été visés.

Des mairies, des écoles, des commissariats, tous les symboles de la République ont été pris pour cible.

Des magasins ont été pillés.

Des véhicules et du mobilier urbain détruits.

Malgré l'intensité des violences, vous avez tenu bon.

En dirigeant l'action des forces de l'ordre, vous avez assuré, partout, le retour rapide de l'ordre républicain. Grâce à votre action, à la fois opérationnelle et en lien constant avec les maires, les violences ont pu cesser rapidement.

Je veux également saluer la mobilisation des parquets, qui ont permis une réponse pénale rapide et ferme.

J'y vois un enseignement : quand nous travaillons ensemble, élus locaux, forces de l'ordre, parquet, nous agissons vite, bien et les résultats sont au rendez-vous.

Je sais que le ministre de l'Intérieur, Gérald DARMANIN, et le ministre de la Justice, Éric DUPOND-MORETTI, sont particulièrement mobilisés pour relever ce défi.

Nous tirerons toutes les conséquences des émeutes de juillet, et plus largement de la brutalisation de la société.

Il est d'abord important de ne pas réduire la question des violences urbaines, à la question des banlieues. Vous le savez bien, sur 500 communes qui ont connu des violences, 150, c'est-à-dire à peu près le tiers, n'avaient aucun quartier prioritaire de la politique de la ville. Et dans l'autre sens, dans la moitié des quartiers prioritaires, il n'y eu pas eu de violences.

J'ai lu avec intérêt la synthèse de vos contributions sur les violences de juillet, vos alertes sur l'impact politique et psychologique de cet épisode sur les habitants des quartiers touchés, le comportement mimétique des plus jeunes, ou encore le pouvoir déflagrateur des réseaux sociaux.

Cela alimente nos réflexions et confirme que notre réponse doit être globale.

Il y a des questions de sécurité et d'ordre public, bien sûr, mais plus largement de respect de l'autorité, d'intégration, d'éducation, de lutte contre la précarité et de mixité sociale.

J'aurai l'occasion d'échanger avec les acteurs locaux et d'annoncer plusieurs mesures lors du Comité interministériel des villes qui se tiendra le 9 octobre. Je connais la mobilisation de tous les ministres concernés, en particulier la secrétaire d'État chargée de la ville, Sabrina AGRESTI-ROUBACHE.

Vous aurez aussi un rôle de premier plan à jouer dans l'élaboration des prochains contrats de ville, dont je souhaite que la dimension pluriannuelle soit renforcée.

J'ajoute que dans l'immédiat, l'effort de reconstruction doit se poursuivre jusqu'au bout, pour que les habitants retrouvent leurs services publics et leurs quartiers. La loi d'urgence votée le 25 juillet dernier nous donne les moyens d'accélérer. Votre implication personnelle est déterminante pour permettre un retour à la normale le plus rapide possible.

\*

Mesdames les préfètes, Messieurs les préfets,

Si mon Gouvernement est mobilisé pour répondre aux crises et à l'urgence, nous continuons le travail de fond et nous avançons sur les quatre grands piliers de notre action.

Sur chacun d'eux, nous avons besoin de vous.

Notre première priorité, c'est le plein-emploi et la réindustrialisation.

Alors même que le pouvoir d'achat reste la première préoccupation des Français, le plein-emploi est la meilleure réponse pour un pouvoir d'achat durable.

Malgré un environnement difficile, la France obtient de bons résultats économiques, meilleurs que ceux de nos voisins européens.

Ainsi :

- la croissance tient ;
- notre attractivité ne se dément pas ;
- 2 millions d'emplois ont été créés depuis 2017 ;
- le chômage est au plus bas depuis 40 ans ;
- et les réformes que nous avons menées, notamment la réforme de l'assurance chômage et la réforme des retraites, permettent de dégager des dizaines de milliards d'euros d'économies.

Devant ces résultats positifs, nous gardons le cap de la politique de l'offre fixée par le Président de la République et mise en œuvre depuis 6 ans par le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno LE MAIRE.

Nous tiendrons nos engagements. Cela vaut notamment pour les impôts. Nous ne les augmenterons pas. Et je confirme à nouveau que la CVAE sera intégralement supprimée d'ici la fin du quinquennat. Vous pourrez notamment le dire aux dirigeants d'entreprises dans vos territoires.

Nous sommes en train de réussir la réindustrialisation du pays. Nous avons enfin inversé la tendance et l'emploi industriel revient. Depuis 2017, nous avons enregistré 300 créations nettes d'usines, et nous continuons à attirer les investisseurs.

Je compte sur vous, pour accompagner et encourager cette dynamique qui concourt à l'attractivité des territoires. Mobilisez vos services autour de ces projets, qu'il s'agisse notamment de délivrer en temps et en heure les autorisations environnementales, ou d'accompagner les besoins de recrutement des entreprises.

Cependant, pour atteindre le plein-emploi, il reste encore du travail à accomplir.

Après les réformes de l'assurance chômage et des retraites, nous allons lancer France Travail, qui améliorera le service public de l'emploi, en permettant à l'État, aux régions et aux départements de mieux travailler ensemble.

Nous réformerons le lycée professionnel, en adaptant les formations aux besoins de l'économie et en veillant à l'insertion de chacun.

Nous continuerons le déploiement du Contrat d'engagement jeune et le développement de l'apprentissage, avec l'objectif d'atteindre 1 million d'apprentis d'ici la fin du quinquennat, et de ne laisser aucun jeune sans solution. Je vous demande de continuer à en faire la promotion.

La bataille du plein-emploi doit se mener de front avec celle du bon emploi.

Les attentes de nos concitoyens ont évolué et les travailleurs ont des demandes légitimes sur les rémunérations, les parcours professionnels ou encore l'emploi des jeunes et des seniors.

Ce sont autant de préoccupations au cœur de l'agenda social entre les organisations syndicales et patronales. C'est aussi l'objet de la conférence sociale, que je réunirai avec le ministre du Travail, Olivier DUSSOPT, en octobre.

\*

Mesdames les préfètes, Messieurs les préfets,

Le deuxième axe de notre action, sur lequel vous serez décisifs : c'est la transition écologique.

Comme préfets, vous êtes en première ligne face aux conséquences du dérèglement climatique. Sécheresse, feux de forêts, événements climatiques exceptionnels, crise de l'eau à Mayotte, vous prenez les décisions pour faire face et piloter la réponse de l'État.

Je sais votre mobilisation pour ces missions, dont le poids va aller croissant dans les prochaines années. Mais en plus de la réponse aux crises, vous devez piloter la réponse de long terme de l'État.

Nous menons une transition écologique ambitieuse, avec trois objectifs :

- réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 55% d'ici 2030 ;
- nous adapter aux conséquences inéluctables du changement climatique ;
- et restaurer notre biodiversité.

Pour y parvenir, un travail considérable a été conduit, filière par filière, pour identifier les baisses d'émission réalisables, et les transformations nécessaires des différents secteurs : c'est la planification écologique.

Le Président de la République présidera prochainement un Conseil de la Planification écologique, et je présenterai dans quelques jours notre stratégie aux partis politiques.

Concrètement, la planification écologique, cela veut dire que nous disposons désormais d'un plan détaillé et réaliste pour atteindre nos objectifs.

Et nous nous donnons les moyens d'agir : dès l'année prochaine, nous allons investir 7 milliards d'euros supplémentaires pour la transition écologique.

Pour réussir, les ministres, en particulier le ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, Christophe BECHU, le ministre de l'Agriculture, Marc FESNEAU, et la ministre de la Transition énergétique, Agnès PANNIER-RUNACHER, engageront un tour de France pour déployer la planification écologique dans les territoires, en lien avec les élus.

Vous en serez pleinement acteurs.

Tous les enjeux de cette stratégie et sa méthode de territorialisation vous seront présentés en amont.

Je sais que vous êtes d'ores et déjà mobilisés pour la mise en œuvre du Fonds vert. Nous aurons besoin de votre action résolue auprès des élus locaux, pour construire des solutions locales adaptées.

Dans ce cadre, je vous invite à avoir une attention particulière sur l'impact de la transition écologique sur certains secteurs, je pense notamment à l'agriculture.

A son impact sur les Français les plus modestes, les classes moyennes, sur nos concitoyens qui vivent dans les ruralités ou dans les périphéries des grandes villes.

Nous portons une écologie de solutions. Et sans renoncer à nos ambitions, nous devons toujours accompagner celles et ceux qui craignent le plus les effets de la transition écologique.

\*

Mesdames les préfètes, Messieurs les préfets,

Le troisième axe de notre action, c'est l'égalité des chances, en particulier grâce à des services publics modernes, proches et efficaces.

Cela passe par des mesures concrètes, qui améliorent directement le quotidien de nos concitoyens. Je veux par exemple, saluer vos efforts, qui, sous l'égide de la ministre déléguée chargée des Collectivités locales et de la ruralité, Dominique FAURE, ont permis de réduire les délais de rendez-vous pour la délivrance des titres d'identité.

J'avais fixé le cap d'un délai de 30 jours à l'été. Il est désormais atteint, avec un délai moyen de moins de 25 jours.

J'ajoute que ce sujet illustre un besoin plus général d'améliorer la qualité et l'accessibilité de nos services publics.

Nous devons rapprocher les services publics des populations qui s'en trouvent éloignées. Les espaces France Services ont fait leurs preuves, et je souhaite que l'on poursuive leur déploiement, selon deux axes.

D'une part, un meilleur maillage territorial.

D'autre part, une augmentation du nombre de services rendus.

Plus largement, nous devons redoubler d'efforts pour améliorer l'expérience de nos concitoyens dans les services publics.

Ce constat vaut pour les démarches de tous les jours, mais il est encore plus prégnant, quand nos compatriotes se sentent freinés par des formalités parfois fastidieuses, à des moments importants.

C'est pourquoi, avec le ministre de la Transformation et de la fonction publiques, Stanislas GUERINI, nous avons souhaité porter un effort particulier, pour faciliter les démarches des Français à 10 moments clefs de leur vie.

Être plus efficace, c'est également l'objectif de la réforme de la haute fonction publique, qui permet de décroïsonner les carrières, de les ouvrir à des profils plus variés, sans rien renier des spécificités de chaque métier.

Aujourd'hui, 85% des préfets et 95% des sous-préfets ont opté pour le corps des administrateurs de l'État.

Je veux vous remercier pour votre engagement loyal pour la réussite de cette réforme, et si des personnes venues d'autres horizons peuvent aujourd'hui plus facilement accéder aux fonctions de préfet, il doit évidemment en être de même pour vous pour obtenir des hautes responsabilités dans d'autres administrations. C'est le sens même de la réforme. J'y veillerai.

Mais au-delà de la question de l'efficacité, nos concitoyens attendent des améliorations rapides pour notre système de santé et notre éducation.

Les directeurs généraux d'ARS et les recteurs sont évidemment les premiers mobilisés, mais je sais que vous êtes à leurs côtés et en soutien sur ces défis considérables.

Sur la santé, nous avons engagé des réformes importantes depuis 6 ans, pour redresser notre système hospitalier et améliorer l'accès aux soins.

Des mesures supplémentaires ont été prises ces derniers mois, notamment pour renforcer l'attractivité des métiers, permettre aux ARS de déroger aux règles générales, ou encore donner la possibilité aux soignants non-médecins d'accomplir certains actes.

Le travail continue, sous l'égide du ministre de la Santé, Aurélien ROUSSEAU. Les bonnes solutions seront locales.

Et en matière d'éducation, nous pouvons dire que la rentrée s'est bien passée.

Et je veux ici vous remercier, pour le travail mené en lien avec les recteurs, les DASEN et les chefs d'établissements, pour assurer le respect des valeurs de la République et la sécurité des écoles, des collèges et des lycées.

Cette rentrée est marquée par de nombreux changements portés par le ministre de l'Education nationale, Gabriel ATTAL : des hausses de rémunérations pour tous et la mise en œuvre du pacte enseignant, qui doit notamment nous permettre le remplacement de toutes les absences de courte durée par des enseignants du même établissement.

Cette rentrée marque également un renforcement de l'enseignement des savoirs fondamentaux en primaire, au collège et au lycée.

Enfin, cette rentrée doit être placée sous le signe de la lutte contre le harcèlement, et j'attends votre mobilisation sur ce sujet.

Le drame du suicide d'un jeune, cette semaine, nous rappelle que le harcèlement gâche la vie des élèves, les poursuit jusque chez eux et conduit parfois au pire.

Le harcèlement est un fléau. Le combattre est l'une de mes priorités.

Si de nouvelles mesures sont d'ores et déjà mises en place pour cette rentrée, je présenterai ce mois-ci un plan d'action complet, dans lequel le ministère de l'Intérieur aura tout son rôle.

\*

Mesdames les préfètes, Messieurs les préfets,

Notre quatrième grande priorité, c'est l'ordre républicain, le respect de nos lois et de nos frontières.

Le ministre de l'Intérieur, Gérald DARMANIN, vous mobilise au quotidien sur ce défi majeur qu'il a pu évoquer avec vous ce matin, aussi, je ne serai pas longue.

Je veux répéter, d'abord, que le ministère de l'Intérieur dispose aujourd'hui de moyens exceptionnels, inédits.

Le Président de la République l'a dit : les Français ont droit à une vie paisible, et c'est ce que ces moyens doivent permettre.

Nous devons poursuivre notre lutte implacable contre la drogue et les trafics.

Nous devons avoir une attention particulière sur la question des violences, et répondre avec la plus grande fermeté aux agressions contre les élus et contre tous les dépositaires de l'autorité publique.

J'ajoute que nous devons continuer à nous adapter pour lutter contre toutes les formes de délinquance, et agir en profondeur pour rétablir l'ordre durablement dans un territoire donné. C'est l'objet même de la Force d'Action républicaine, voulue par le Président de la République, qui sera prochainement opérationnelle.

Dans le même temps, nous devons continuer à défendre nos valeurs républicaines et à lutter contre le séparatisme. Je veux saluer le travail mené à cet égard par la secrétaire d'État chargée de la Citoyenneté, Sonia BACKES.

Enfin, assurer l'ordre républicain, c'est veiller à la sécurité de nos frontières.

Je sais votre engagement pour lutter contre l'immigration illégale et favoriser l'intégration de ceux que nous accueillons.

J'ajoute que mon Gouvernement agit pour vous donner tous les outils adaptés. Ainsi, le ministre de l'Intérieur porte un projet de loi, avec des mesures efficaces pour mieux répondre à ces deux enjeux.

Nous menons également un travail intense au niveau européen, pour sécuriser davantage les frontières extérieures de l'Europe. Nous avons obtenu récemment des résultats prometteurs.

Enfin, Mesdames les préfètes, Messieurs les préfets, j'ajoute que cette année sera sportive.

Ce soir, s'ouvrira au Stade de France la Coupe de monde de rugby. Et en juillet prochain se tiendront les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris.

La réussite des Jeux sera notre succès collectif dans l'Hexagone comme dans les Outre-mer. Le ministre de l'Intérieur est particulièrement mobilisé sur la sécurité de ces grands événements avec votre appui.

Au-delà des questions de sécurité, vous serez mobilisés toute l'année pour l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques, par exemple sur les questions d'accessibilité, l'accueil des délégations ou l'héritage des Jeux.

Je précise que vous recevrez des outils de communication et à partir de mai, les ministères et les préfetures se mettront aux couleurs des Jeux olympiques et paralympiques.

\*

Mesdames les préfètes, Messieurs les préfets,

Sur ces quatre axes, j'ai fixé un objectif commun à tous mes ministres : les résultats.

Aujourd'hui, un constat s'impose, et je sais que vous le faites également dans vos départements : la crise de l'autorité et la défiance de nos concitoyens envers les Institutions proviennent notamment d'un écart trop important entre les annonces et les résultats perçus.

Nous devons faire en sorte que les mesures et les moyens que nous engageons, quel que soit le domaine, aient des impacts concrets sur le quotidien de nos concitoyens.

Comme préfètes et comme préfets, vous êtes des femmes et des hommes d'action et de résultats. Je compte donc sur vous pour être attentifs à ce que chacune de nos politiques publiques porte ses fruits, et se mette pleinement en œuvre, en particulier en faisant vivre le couple maire-préfet.

N'hésitez pas à faire remonter les difficultés qui existent.  
Vous incarnez l'État qui agit : je compte sur vous.

Ensuite, la méthode pour obtenir ces résultats : c'est de faire travailler les acteurs ensemble, de bâtir des solutions communes, de laisser des marges de manœuvre aux territoires.

Vous le savez mieux que personne : les enjeux d'emploi, de transition écologique, de santé ou d'éducation, diffèrent considérablement d'un bassin de vie à un autre.

La différenciation fait ses preuves depuis longtemps dans les Outre-mer, et je veux saluer l'engagement du ministre délégué chargé des Outre-mer, Philippe VIGIER.

Nous ne devons pas chercher à imposer des réponses et des chemins uniques, dans une logique descendante.

Au contraire, la méthode voulue par le Président de la République et mise en place dans le cadre du Conseil national de la refondation doit devenir la règle.

Vous devez identifier les enjeux spécifiques pour chaque territoire, et sur chacun d'eux, mettre tous les acteurs impliqués autour de la table : élus, associations, syndicats, société civile et futurs bénéficiaires de nos actions.

Le premier objectif doit être de faire connaître les réponses que l'État ou les collectivités portent déjà.

Ensuite, il faut partager des constats et construire des solutions adaptées.  
Je vous invite notamment à vous appuyer sur les laboratoires d'innovation territoriaux pour aider à la mise en œuvre des projets.

En résumé : l'État territorial doit prendre des initiatives, innover et se saisir pleinement de son pouvoir de dérogation.

Nous voulons avancer rapidement. C'est pourquoi, dans le prolongement des Rencontre de Saint-Denis avec les chefs de partis, à l'initiative du Président de la République, je ferai prochainement des propositions pour favoriser les expérimentations locales et renforcer le pouvoir de dérogation.

Sans renoncer en rien aux objectifs de nos politiques publiques, une norme, nous devons pouvoir y déroger, nous devons pouvoir l'adapter, et nous devons même pouvoir la supprimer, le cas échéant. Place à l'initiative !

J'attends de votre part qu'en lien avec le ministre de l'Intérieur, Gérald DARMANIN, vous nous fassiez remonter vos idées, sans vous restreindre.

J'ajoute que le Président de la République a proposé aux chefs de parti, de lancer rapidement un travail de réflexion sur la décentralisation.

\*

Mesdames les préfètes, Messieurs les préfets,

Voici les quelques messages que je souhaitais vous adresser en conclusion de cette matinée de travail.

Vous êtes au cœur de toutes les politiques publiques.

Vous êtes les artisans des résultats et du dialogue avec les élus.

Vous incarnez l'État à travers tout le territoire, et vous le faites avec engagement, constance, passion.

Devant chaque défi pour notre pays, nous avons besoin des préfets.

Vous pouvez compter sur moi, compter sur mon Gouvernement, comme je sais que je peux compter sur vous.

Nous avons beaucoup à faire. Je suis confiante.

Vive la République ! Vive la France !